

Pakistan - L'austérité toxique fait suite à une pandémie

mercredi 16 février 2022, par [KHALIQ Abdul](#) (Date de rédaction antérieure : 3 février 2022).

Alors que le conseil d'administration du FMI s'est réuni le 28 janvier pour se prononcer sur la demande du Pakistan de relancer le mécanisme élargi de crédit (MEC) de 6 milliards de dollars, le gouvernement est resté optimiste, ayant rempli les cinq conditions imposées par le prêteur mondial pour relancer son programme de 39 mois suspendu depuis avril dernier, y compris l'approbation du mini-budget et de la loi d'amendement de la *State Bank of Pakistan* par le parlement. Avec la relance du MEC, le versement d'environ 1 milliard de dollars porterait le total des décaissements au titre du MEDC de 6 milliards de dollars à environ 3,027 milliards de dollars.

Le gouvernement ayant accepté les dernières conditions toxiques du FMI, de vives critiques s'expriment au sein et en dehors du Parlement. Face à la forte résistance de l'opposition lors de l'approbation du mini-budget, le PTI au pouvoir a fait passer au Parlement, la semaine dernière, une série de projets de loi visant à adopter des « mesures d'austérité ». Cependant, cette action a entraîné une forte baisse de la popularité du gouvernement d'Imran Khan. Le fait de confier le contrôle de la *State Bank of Pakistan* au FMI au nom de l'« autonomie institutionnelle » a suscité une forte opposition de tous les secteurs de la société, y compris de certains membres du gouvernement.

Dans le contexte d'une économie pakistanaise criblée de dettes et d'une forte hausse des prix des produits de première nécessité, notamment des denrées alimentaires et des carburants, l'impact négatif des nouvelles conditions du FMI sur les segments de la population à faible et moyen revenu ne fait aucun doute. En raison des dernières « mesures d'austérité », l'attaque imminente de l'inflation est si sûre que le ministre des finances a lui-même admis que le retrait de certaines exonérations fiscales affecterait directement ou indirectement les gens ordinaires.

Avec l'adoption récente du mini-budget, plusieurs produits comestibles, notamment ceux importés, vont devenir plus chers. Une taxe de vente de 17% a été imposée sur un certain nombre d'articles qui étaient auparavant exemptés de taxes. De plus, 17% de la taxe de vente a également été imposée sur les matières premières importées utilisées pour la fabrication d'aliments pour nourrissons. Bien que la volaille et le bœuf fassent partie des produits alimentaires de base qui ont été exemptés de taxes, leur coût pourrait augmenter étant donné que la taxe de vente sur les machines importées utilisées dans le secteur de la volaille est passée de 10 à 17 % et que la taxe sur la volaille locale et les aliments pour bétail a augmenté de 7 à 17 %.

La taxe générale sur les ventes va également augmenter, passant de 10 à 17 %, sur les produits laitiers. De même, une taxe anticipée de 5 % sera imposée pour plusieurs services, notamment les services de blanchisserie et de nettoyage à sec, les services des concessionnaires automobiles, les salles de mariage, la restauration, les services informatiques, la conception et l'hébergement de sites web et les centres d'appel. Les médicaments pourraient également devenir plus chers avec la suppression des exonérations fiscales dans le secteur pharmaceutique. Cela entraînera également

l'imposition d'une taxe de vente de 17 % sur les matières premières importées pour les principes actifs pharmaceutiques.

En outre, la suppression de l'exonération de la taxe sur les ventes pour diverses semences de culture, les intrants agricoles et les outils agricoles aura de lourdes conséquences pour la communauté agricole déjà en difficulté, en augmentant le coût de la culture de 5 à 10 %. La taxe sur les graines de coton aura un impact négatif sur les producteurs de coton et les industries connexes. De même, le maïs, le riz et les graines de légumes sont également confrontés à la même situation difficile, car la taxe supplémentaire entraînera une perte de productivité globale et des problèmes de sécurité alimentaire. La taxation élevée augmentera le prix de ces produits pour les consommateurs finaux, ce qui contribuera à l'inflation alimentaire. En bref, un nouveau tsunami d'inflation va frapper le Pakistan, entraînant des répercussions négatives.

L'excuse du gouvernement selon laquelle la flambée des prix des produits de base à l'échelle mondiale est la principale raison de l'inflation galopante n'est guère valable. Il est important de reconnaître que la tempête inflationniste qui engloutit le Pakistan est bien plus importante que dans d'autres économies comparables : De janvier 2020 à septembre 2021, les prix des denrées alimentaires au Pakistan ont augmenté de près de 18 %, contre près de 6 % de l'autre côté de la frontière, en Inde" [1].

Il est pertinent de mentionner que cette vague d'inflation survient juste après une pandémie au cours de laquelle l'économie pakistanaise a connu un taux de croissance négatif de 0,4 % et un cycle d'austérité pré-pandémique qui a érodé le pouvoir d'achat de millions de citoyens. Après plus de trois ans de misère, les citoyens ressentent une nouvelle agonie alors que le dernier cycle d'ajustement des prix fait son chemin dans l'économie. La reprise attendue du programme du FMI dans les semaines à venir pourrait forcer davantage la main du gouvernement et entraîner une augmentation des tarifs de l'électricité.

Au milieu de ce sombre scénario, selon une estimation prudente du FMI, le « *besoin de financement extérieur du Pakistan s'élève à 28 milliards de dollars en 2022-23* » [2]. Ce qui fait planer des ombres sombres sur l'économie pakistanaise en proie à l'endettement.

Abdul Khaliq

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

CADTM

<https://www.cadtm.org/Pakistan-L-austerite-toxique-fait-suite-a-une-pandemie>

Notes

[1] <https://www.usip.org/publications/2021/10/pakistans-shifting-political-and-economic-winds>

[2] <https://www.thestatesman.com/opinion/pakistan-staring-barrel-economic-gun-1503020926.html>